

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

Grandes manoeuvres politiques	p I
Les travailleurs en France (informations d'entreprise occupation A C D B Dunkerque grève S M S Hagondange témoignage : Renault à Flins)	p 3
Liaisons	p II
A l'étranger (syndicats au Maroc Israël)	p I4
Correspondance (grève des médecins en Belgique réponse à un délégué syndical)	p I6
Publications	p 20
Hors texte: les conséquences de l'automation dans une société d'assurance. mensuel	

LE NUMÉRO

0,50 F

Numéro 30

Juin-Juillet 1964

DIRECT ACTION: (en anglais) (section anglaise de l'Association Internationale du Travail - Bill Christopher -34 Cumberland Road- Londres - E.17) mai et juin 64- suite et fin de l'article "Lénine et le contrôle ouvrier".

REVOLTES : (culturel et technique) - Sdes, 144 Rue de Flandre - Paris 19è.
N° 19 - Le Néo- colonialisme .
Liaisons révoltes (mai 64) Il n'y a plus de civils - Après la FUAJ, la CGT.

LE BRULOT: (G.Dassonville, 25 Rue de Civry, Paris 16è) N° 24- 15 mai 64.
souscription pour la réédition de la "Crise Sexuelle de W.Reich" (Marc Prévot tel 21 Rue de Nice, Paris, XIè) (ccp.18183-96 Paris).

LA REVOLUTION PROLETARIENNE:
(syndicaliste révolutionnaire- 21 Rue Joan Robert- Paris 18è) -N° 494-mai 64- Alfred Rosmer- A l'écoute de l'autogestion industrielle (D.Guérin)- la grève des médecins belges- un texte intéressant sur le dépassement des syndicats au cours d'une grève au Chili.

VIEWS and COMMENTS: (P.O.Box 261 Cooper Station- New-York 3) en anglais (de la Ligue Libertaire USA).- N° 46- printemps 64- Un article sur la misère aux USA- l'anarchisme et la loi- Cuba aujourd'hui.

LUTTE DE CLASSE (pour le pouvoir des travailleurs) - mai 64- (Jean Renault -73 Rue Blanche- Paris 9è).
Pacifisme ou lutte de classe- travailleurs et bureaucratie - Dans les Asturies.

LE PROLETAIRE: (parti communiste internationaliste-bordiguiste)
N° 10-Mai 64 - B.P. 375, Marseille-Colbert.
10 pages de polémiques sur le PC, sur la Russie et sur la CGT- trois pages sur la jeunesse "clientèle électorale ou force révolutionnaire de demain".

CAHIERS DES AMIS DE HAN RYMER:
(3 Allée du Château- Pavillones-sous-Bois)(Seine)
N° 73-juin 64- deux dialogues de la guerre- les pacifiques.

LE COMBAT SYNDICALISTE: (section française de l'A.I.T.) 24 Rue St Marthe, Paris 10è
21 Mai 64- Espagne libre - sur la force de dissuasion - au nom de la liberté.

QUITONS L'OTAN: (centre Liégeois d'action pour la non-violence).
N° 2- 16 Les Petits Buttys- XHORIS (Belgique)
Des documents nombreux sur le développement des armements.

A.I.T. (organe de l'Association Internationale des Travailleurs- 4 Rue Belfort Toulouse -) mai 64- N° 60- Textes sur le 1° Mai.

VOIX OUVRIERES: (pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire)
29 Rue de Château-Landon- Paris, 10è.
N° 14- 19 mai 64- Ne pas rester spectateurs- La gestion "démocratique" des entreprises nationalisées - Dien Bien Phu - D'une biographie de Rosmer, cette "énorme" conclusion: " Et s'ils étaient peu nombreux (les jeunes à l'enterrement) ils se souviendront que Rosmer non plus n'était pas du côté du grand nombre à Zimmerwald et que c'est pourtant de Zimmerwald que la Révolution Russe est sortie et que le communisme mondial est né "- Faut-il commenter?
N° 15-2 juin 64: un calme peu rassurant- deux pages sur russes et chinois-, sur le flirt PC-SFIO- un article sur les "jeunes gens en colère"(quel dommage que leur colère ne passe pas par le parti révolutionnaire)-les échos d'entreprise groupés maintenant par rubriques: l'action- les femmes- les conditions de travail, etc..

grandes manœuvres politiques

La campagne électorale pour 1965 est ouverte et de toute part, c'est un assaut de démagogie; il s'agit de conditionner les électeurs et de leur faire croire ou que tout va bien ou que tout va mal: l'essentiel est qu'ils votent "bien" et se tiennent tranquilles après.

Le succès politique seul compte: là où il y a des luttes, elles doivent couvrir pour ne flamber qu'au grand jour de la consultation électorale; là où il n'y a pas de luttes, une intense propagande doit persuader les travailleurs de "l'aggravation des conditions de vie et de travail" (I)

Tous les tracts distribués actuellement dans les entreprises permettent de mesurer non seulement cette démagogie, mais aussi la tactique de la CGT: " Les luttes pour les revendications... sont des luttes contre les effets du pouvoir de monopoles. Elles sont nécessaires, mais pour des conquêtes plus importantes et plus durables, il est indispensable de remplacer le pouvoir personnel par une constitution démocratique. (tract PC, Renault-22/5/64).

"Les récentes élections cantonales, les grands mouvements revendicatifs des secteurs privés et publics, les manifestations estudiantines en sont le témoignage. L'idée d'un programme commun aux démocrates s'impose de plus en plus comme une nécessité impérieuse afin d'offrir une alternative claire au régime du pouvoir personnel ". (tract CGT-et PC sur la Commune- 26/5/64).

"Pour le faire aboutir, pour le faire imposer, il ne faudra pas des mouvements d'avant-garde, mais un mouvement de masse d'une puissance inégale, plus importante qu'en 1936..." (tract PC Renault, 22/5/64).

"Développer les luttes... les faire converger pour aller vers une démocratie véritable " (titre sur deux pages de l'écho des métallos Renault- section du PC- 22/5/64).

La grande offensive électorale contre le gaullisme est en route et les travailleurs doivent fournir les bulletins de vote pour la solution politique de rechange- clan capitaliste (pro-américain et pro-russe) contre autre clan capitaliste (français).

Quand les travailleurs doivent entrer en lutte comme dans les mines de fer de Moselle, leur lutte est isolée (voir l'exemple de Trieux) et déviée sur des manifestations de masse, toutes classes de la population comprise, des congrès de maires, des comités régionaux, rien que des actions politiques confuses .

(I) ce que démentent les statistiques officielles du gouvernement et des syndicats. L'estimation la plus basse, celle de la CGT "avoue" 13% d'augmentation du pouvoir d'achat du salaire moyen de 58 à 63 tout en soulignant qu'il s'agit de moyennes recouvrant d'importantes inégalités.

Il y a un député communiste de plus en Moselle, mais qu'y a-t-il de changé à la situation des mineurs de fer?

Les phrases rapportées ci-dessus prennent tout leur sens. Elles ne sont nullement l'apanage de la seule CGT. Actuellement, les syndicats et les partis politiques qui soutiennent les intérêts économiques internationaux opposés au gaullisme, rôdent leur tactique et leurs armes pour les mouvements d'automne 64 et du printemps 65. Comités de défense de l'emploi en Loire Atlantique, à Decazeville, en Lorraine, où l'on retrouve depuis les indépendants jusqu'au PSU et PC, syndicalistes, commerçant, paysans, etc... manifestations de masse à St Nazaire, Nantes, Decazeville, Hagondange, prétextes à exhibitions politiques.

Tout cela se répète bien depuis quelques mois et tend à conditionner l'électeur ouvrier. Mais pour parer au danger d'un débordement possible, les machines syndicales se préparent aussi à leur tâche d'encadrement et de canalisation. " Pas de mouvements d'avant-garde, mais un mouvement de masse, d'une puissance inégalée, plus important qu'en 1936 ..." Vous avez bien lu. Pas de "débordement", les troupes doivent manoeuvrer, c'est tout. Et les syndicats sont plus puissants qu'en 1936 pour faire tout ce travail.

Ce n'est pas un hasard si au même moment, les syndicats excluent de leur sein ou des fonctions de responsables ceux qu'ils avaient tolérés jusqu'à maintenant parce qu'ils pouvaient servir sa "façade ouvrière". Les "opposants" de FO (anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, trotskystes) qui, il y a un an et moins se vantaient de conquérir FO se retrouvent sur la touche dans l'indifférence générale. La CGT exclut, au département 37 chez Renault, un trotskyste, à Nantes St Nazaire, une douzaine de militants " pas d'accord" avec la tactique de la centrale.

Il faut appeler les choses par leur nom. Toutes ces exclusions ou mises au rancart visent non seulement de simples travailleurs (cela arrive souvent mais ne fait pas tant de bruit parce qu'ils n'ont pas de publicité à faire pour une organisation) mais des militants appartenant à des groupes politiques (Voix Ouvrières, trotskystes, anarcho-syndicalistes) qui à l'action politique du PC et de la CGT, de FO et de la SFIO, de la CFTC et des chrétiens, opposent une autre action politique celle de leur groupe politique ou idéologique.

Pour eux aussi, le syndicat, c'est le moyen "d'être à la tête des travailleurs". Ils ne peuvent concevoir d'être ailleurs que dans le syndicat et toutes leurs critiques, au nom de la démocratie ouvrière, tend simplement à leur préserver une place dans l'organisation. Ils font beaucoup de bruit, eux aussi, pour que les travailleurs suivent leurs mots d'ordre.

Le "combat d'ensemble" qu'ils préconisent (tract de 135 syndicalistes de la Loire Atlantique abusivement intitulé "les travailleurs de Nantes aux travailleurs de France") correspond au mouvement de masse, du PC; mais avec d'autres méthodes et à un autre moment. C'est au fond le même mot d'ordre d'organisations ou de leaders qui se soucient tout aussi peu de ce que font et de ce que veulent les travailleurs.

Tout comme dans les tracts du PC et de la CGT, on retrouve les mêmes prédictions de catastrophes qui vont s'abattre sur les travailleurs. Ils parlent d'unité d'action comme tous les syndicats quotidiennement. La lutte d'ensemble que "les organisations syndicales devraient diriger" (sic) elles la feront si cela leur est

nécessaire, au moment choisi par elles. Alors, les militants "révolutionnaires" syndicalistes en seront réduits à suivre le courant de l'eau qu'ils auront fait couler. Pour le profit et le renforcement des syndicats qui les fera passer alors pour des fascistes comme au temps de l'OAS. Car ils seront bien mal placés alors pour critiquer ce qu'ils auront demandé si fort.

Les syndicats, leurs mots d'ordre d'unité ou de mouvement d'ensemble se passeraient bien d'aussi zélés propagandistes qui en fin de compte ne font qu'accroître l'emprise de ce qu'ils prétendent combattre.

oooooooo

les travailleurs en france

P.T.T. (centre de tri de Paris).

Chaque syndicat a eu "sa grève". FO le 18 mars et la CFTC les 15 et 16 mai. La CGT a laissé ses deux compères prendre les initiatives et s'est ralliée aux deux mouvements, avec la "colère" de la CFTC abandonnée le 18 mars et le "mépris" de FO pour l'action commune CGT-CFTC des 15 et 16 mai.

Chacun fait la morale à l'autre pour sa "mauvaise conduite". FO doit abandonner son anti-cégétisme de parade. La CGT doit respecter ses engagements (tract CFTC- 7/4/64).

"Sérieux avertissement pour le pouvoir des monopoles" (tract CGT 12/4/64). On se demande lequel puisque par tract du 29/5/64 la même CGT, après les deux jours de grève, répète. "Face au rejet des revendications... il faut organiser la lutte dans les P.T.T..." Sans doute qu'elle ne l'était pas avant. Le "pouvoir des monopoles" a dû bien souffrir. Comme le disait le ministre des PTT à un représentant du syndicat autonome: "vous pouvez faire grève tant que vous voulez je m'en fiche".

Si la CGT essaie d'embrayer sur l'action politique, la CFTC se contente d'offrir ses services comme société d'assurance: "un syndicalisme fort doit aider les grévistes. Seule la CFTC peut vous offrir cette aide. Avec 2.50 supplémentaires, vous touchez 15 Fr. par jour de grève. La cotisation obligatoire vous donne droit à 3 Fr par jour de grève." (tract CFTC - 26/5/64). Le patron peut s'assurer contre la grève auprès des boîtes d'assurance, les ouvriers aussi à la CFTC; après on peut faire grève en toute tranquillité. A condition que ça ne dure pas trop longtemps, sinon la caisse serait à sec.

Pour les employés du centre de tri, un ou deux jours de grève par mois ça devient rituel. On a le droit de grève, il faut s'en servir, à condition que ça ne dérange pas les habitudes. La grève de Mai tombait un vendredi 15 et Samedi 16 pour les centres de tri. La grève a été "organisée" pour permettre aux gars de partir tout de suite chez eux, ou en week-end prolongé. Par exemple si les brigades de nuit font la grève toute la nuit, on leur retire deux jours; alors les grèves sont désormais d'une demi-nuit; pour les ambulants, s'ils font grève et ne partent pas, cela fait 4 jours de grève en raison du service; s'ils partent et font grève dans le train, ils sont considérés comme faisant grève sur le tas

et sanctionnés. De nombreux ambulants prennent leur service 3 ou 4h avant le départ du train pour travailler "en gare"; souvent leur grève consiste à ne prendre leur service qu'au départ du train... Le résultat, c'est que sur 48 heures de grève, il y a toujours plus ou moins de personnel, le trafic n'est pas éculé bien sûr, ça "merdoie" toujours. Les gars qui sont là s'occupent comme ils peuvent, ils ont l'air de passer leur temps, de regarder ou d'attendre que la pendule tourne...

JEUMONT: Journée revendicative CGT à laquelle s'est ralliée la CFTC; tract commun avec les revendications rituelles. Débrayage à 5h. "Tout le monde sort" "Ca tombe au poil, il fait beau". La plupart des gars foncent au train pour être plus tôt chez eux. Même les délégués qui "manifestent" à St Denis font ça de façon mécanique, sans se prendre au sérieux.

RENAULT: (Flins).
Agitation sporadique habituelle des syndicats qui s'investissent sur la durée des "mouvements" et sur leurs activités; ce qui n'empêche pas l'Humanité de dire que les ouvriers ont manifesté. A Flins les syndicats sont encore moins actifs qu'à Billancourt et ils se gardent bien de parler des conditions de travail et de l'atmosphère de l'usine (voir texte distinct) que les ouvriers acceptent ou sont contraints d'accepter.

Il est difficile de savoir pourquoi les élections des délégués n'ont pas eu lieu à Billancourt; il est question de prolonger le mandat des délégués en place. Seul un tract CFTC en a parlé un peu. Tout le monde d'ailleurs s'en désintéresse

SUD AVIATION: (Courbevoie)
Les trois usines de la région parisienne (La Courneuve, Suresnes, Courbevoie) fabriquent des fusées. Il n'y a pas de travail en série, pas de cadences, les temps sont libres. A Courbevoie, sur 1000 travailleurs, il y a environ 400 ouvriers tous professionnels; le reste employé et techniciens. Le débrayage pour la journée revendicative dans la métallurgie a été suivi seulement dans les ateliers. Les revendications les plus importantes sont particulières à l'usine résistance à la transformation d'une prime semestrielle (prime "Caravelle" entre 100 et 200 frs) en prime mensuelle d'assiduité, résistance à la modification du système d'examen des essais professionnels (les syndicats demandent à participer au contrôle des examens), débrayage suivi par tous cette fois pour les salaires, suite à une proposition patronale d'augmentation de 1%. Comme dans les autres boîtes rivalités CGT-CFTC sur les mots d'ordre, la durée des mouvements et leur coordination.

COMPTOIR LYON

ALEMAND : (métaux précieux- deux usines distinctes à Noisy-Le-Sec, l'une de 100 ouvriers, l'autre de 700).

Après trois semaines de débrayages pour les salaires (une heure chaque jour) suivi à 60%, le mouvement a cessé sur une simple promesse de la direction d'examiner les revendications.

MATERIEL d'IM-

PRIMERIE: (petite entreprise).

Récession entraînant des licenciements. Il est difficile de savoir si cela est dû aux restrictions de crédit (plan de stabilisation) ou à la crise de l'imprimerie (concurrence étrangère, notamment des pays de l'Est) déjà signalée

par des camarades de la presse et du livre.

SOCIÉTÉ des FORGES

et

ACIÉRIES du CREUSOT : usine de la Chaléassière (Loire)

d'une lettre d'un camarade de La Loire: "La centralisation industrielle vient de toucher St Etienne. 500 membres de l'usine Schneider viennent d'être licenciés. La réplique ouvrière s'avère très faible. Les mots d'ordre des syndicats d'une grève de 2 heures de l'ensemble de la métallurgie de St Etienne, suivie de cortèges de protestations dans les rues de la ville n'ont été suivis que faiblement..."

DEBRAYAGE, Lock-out, occupation:

Dans la mesure où les syndicats, principalement la CGT essaient d'unifier un "mécontentement" à des fins politiques, ils ouvrent une "porte revendicative" à des mouvements, qui suivent les situations locales peuvent prendre un développement autonome caractéristique. Il y a là un aspect objectif du rôle des syndicats qui se retourne contre eux.

Encouragés par la propagande gouvernementale sur la stabilisation, pris dans le carcan de la concurrence, des concentrations, des rivalités politiques et économiques internationales, le patronat essaie de faire barrage à ces mouvements revendicatifs de salaires. La répétition des lock-out ces derniers mois, entraîne une répétition "inquiétante" tant pour le patronat que pour les syndicats, des occupations d'usines, de "violences".

Il est difficile de tirer des conclusions; les informations de presse ne disent pas souvent comment se terminent ces mouvements. Il n'en reste pas moins que des formes de luttes, isolées, parfois sporadiques, différentes des débrayages ou manifestations rituelles apparaissent beaucoup plus fréquemment (alors même que les syndicats n'en parlent jamais) comme une riposte ouvrière à un degré plus élevé dans la lutte. C'est dans ce sens que nous devons être attentifs à ces mouvements.

Le lock-out de 10 jours aux chantiers de Dunkerque, l'occupation des chantiers (voir ci-dessous); lock-out aux usines métallurgiques de Marquise aux Etablissements Coquillard à Froges (Isère) (700 ouvriers), aux établissements Or-San (produits organiques) à Nesles (Somme), à St Jame (Sarthe), aux tanneries du Puy, (Hte Loire). Occupation d'usine à Dunkerque pendant dix jours, une nuit à Nesles sequestration du directeur à St Jame

La durée du travail:

Depuis des mois, sinon des années, les syndicats "luttent pour la réduction de la durée du travail".

Les dernières statistiques font apparaître que la durée moyenne hebdomadaire du travail- toutes activités- était de 46h 3, fin 1963 contre 44h en 1946 45 en 1947, 46 en 1957, 45h5 en 1958. Dans le bâtiment la moyenne est de 50 heures et 47h5 dans la sidérurgie. Pour les ouvriers 47h3 et les employés 44h2;

Il faut croire que les revendications syndicales ne soucient guère les patrons puisqu'ils écrivent que le principal obstacle est la "pénurie de main d'oeuvre" (Les Echos, 2/6/64). Autrement dit, ils réduiront quand cela sera nécessaire.

A.C.D.B. à

DUNKERQUE: (Ateliers et Chantiers Navals- Dunkerque-Bordeaux- 1250 ouvriers)

Avril-mai débrayages pour les salaires organisés par les trois syndicats. Le 4 mai lettre du patron menaçant du lock-out si les arrêts continuent. Nouvel arrêt le 11 mai. Lock-out (coupure du courant). Le mardi, 12 au matin, occupation de l'usine de jour et de nuit par les ouvriers et employés qui refusent de l'évacuer tant que des garanties ne seront pas données sur les salaires. On ignore comment l'occupation a commencée, qui l'a décidée; toujours est-il qu'elle a été effective et suivie pendant 10 jours.

Dans les négociations, dès le 13 mai, les "délégués ouvriers prenaient la précaution d'indiquer que, pour eux, ils ne s'agissait pas d'une occupation de l'entreprise. Le personnel venait sur place pour travailler ce qu'on l'empêchait de faire". (Nord-Matin- 14/5/64), déclarations de Hulin, union locale FO et Bogeze, secrétaire CGT métaux, reproduites dans Nord-Eclair du 14 mai 64.

Le 14 mai les syndicats organisent une "grande manifestation" avec les ouvriers de Dunkerque. Les ouvriers sortent des chantiers pour s'y joindre, mais leur méfiance étant grande:

"A la Bourse du travail, les manifestants attendaient le retour de la délégation lorsque quelqu'un s'écria: Les C.R.S. sont là-bas ". Là-bas, c'était en réalité sur la place du Casino de Malo-Les-Bains, à quelques centaines de mètres des chantiers, où n'étaient restés que quelques volontaires. Et ce fut la ruade. On n'attendit point les délégués. A cyclomoteurs, à bicyclettes en voitures, à pied, tout le personnel réintégra le chantier où il ne s'était en fait rien passé".

(Nord-Eclair, 15/5/64).

Et ce sont les délégués qui durent retourner à l'usine faire leur compte-rendu. Le lendemain 15 mai, même manœuvre. Cédant au patron qui refusait de discuter tant que les ouvriers seraient dans l'usine, les délégués font sortir les ouvriers devant les chantiers. Mais avant que la réunion ne se termine et comme elle traînait en longueur ils réoccupent les chantiers avant la nuit. Le samedi 17 la direction offrait divers aménagements dont 2% d'augmentation semestrielle, propositions repoussées à l'unanimité le mardi 19 au matin par les ouvriers.

Pendant cette période, chacun semble refuser de dire si les Chantiers sont occupés ou non. Le Monde dit à deux reprises qu'ils ont été évacués (le 19 mai et le 21 mai) ce qui contredit les citations des journaux locaux. Nord-Eclair le 21 mai déclare que le mercredi 20 à 16 heures "on avait appris que les portes des chantiers avaient été ouvertes et que le personnel avait commencé à entrer dans l'établissement". Quant à l'Humanité, silence.

On s'explique mal alors, que le 23 un jugement au Tribunal de Dunkerque à la requête de la direction ait décidé que "les ouvriers étaient tenus de quitter les lieux dans les 24h et qu'ils pourront être expulsés avec l'assistance de la force armée". (Nord-Eclair- 24/5/64). Mais d'après Le Monde et l'Humanité (25/5/64) ce sont les délégués seuls qui ont été poursuivis et condamnés. Si tel est le cas, cette séparation des délégués du reste des ouvriers est significative d'une évolution (à rapprocher de l'article sur la grève des marins hollandais -ICO- mai 63).

Le lundi 25, les ouvriers avaient occupé l'usine de nouveau (La Voix du Nord 26/5/64). " Les sept assignés étaient restés à l'extérieur des clôtures et les responsables syndicaux s'étaient adressés au personnel à travers les grilles". Situation symbolique: par le simple jeu des institutions légales, les délégués objets de poursuites restent dans la rue derrière les grilles, prisonniers de leur légalité

et les ouvriers dans l'usine où ils ne peuvent être touchés dans leur lutte de masse.

C'est pour faire cesser cette situation "inquiétante" (La Voix du Nord 26/5/64) que la direction, l'inspection du travail et les délégués, annoncèrent le lundi soir la reprise du travail le mardi après-midi. Sans consultation des ouvriers. Avec les avantages concédés le 17, mais refusés par les ouvriers. Aucune autre information sur la reprise.

La "Vie Ouvrière" (CGT- 3/6/64) présente la reprise du travail comme un "succès". En réalité, les discussions de salaires avaient lieu avant le lock-out; elles continuent après, c'est la tactique des grèves tournantes qui a provoqué le lock-out et par contre-coup l'occupation des chantiers. Au lieu d'être une lutte pour les salaires, l'occupation devenait une lutte pour la reprise du travail pure et simple. C'est ce qui explique le fait que les ouvriers isolés aient suivi le mot d'ordre de reprise des syndicats sur des bases qu'ils avaient refusées huit jours auparavant.

On peut même se demander si, dans la conjoncture politique actuelle certains débrayages systématiques organisés par les syndicats n'ont pas pour but d'acculer les patrons au lock-out: ce qui permet ensuite d'exploiter politiquement le mécontentement qui résulte inévitablement d'une action n'ayant d'autre but que la levée du lock-out. En fin de compte, tout un jeu tactique pour rien d'autre que la perte de salaire pour des milliers d'ouvriers.

Le commentaire suivant donné par la Vie Ouvrière du 3/6/64 sur la grève de Dunkerque confirme bien ce que nous disons dans l'article de tête:

"La riposte ouvrière s'est organisée. Les unions locales CGT, FO, CFTC, SNI, SGEN ont bloqué leurs efforts, organisé en commun des délégations pour protester à l'Inspection du Travail. Les travailleurs des autres industries ont été alertés également, et, mieux encore, toute la population. Les sections des partis communistes, socialiste, MRP, PSU, de la Libre Pensée du MLO, les Conseils généraux, ont contribué par leur travail dans le même sens, à donner à l'action toute son ampleur".

On ne saurait mieux attribuer aux politiques le résultat d'une action ouvrière. Vu sous cet angle, le "succès" dont parle la CGT existe bien: l'exploitation politique d'une grève pratiquement provoquée par le syndicat.

Société Mosellane de Sidérurgie (S.M.S. à Hagondange - Moselle)

5.000 ouvriers- aciéries et laminoirs.

autrefois U.C.P.M.I. Union des Consommateurs de Produits Métallurgiques et Industriels, est un groupe sidérurgique de second rang auquel participent diverses entreprises utilisatrices dont Renault, Japy, Peugeot, etc...

Ce groupe est très loin d'être représentatif de la sidérurgie lorraine. Ce qui n'empêche pas l'Humanité de titrer abusivement: (12/6/64) " Le Comité des Forges cède à la pression des travailleurs en grève... C'est la première fois que le Comité des Forges accepte... Cette lutte qui a entraîné toute la population... pour s'assurer définitivement des succès il est urgent de mettre fin à ce pouvoir personnel ... dans l'application d'un programme commun proposé aux autres formations démocratiques.. " C'est le commentaire qui accompagne le récit de la fin de la grève: on retrouve le même schéma politique et tactique qu'à Dunkerque.

Curieuse grève en vérité.

Voici le récit tiré du Républicain Lorrain (2/6/64):

"Le 14 mai, 240 ouvriers de l'aciérie Thomas débrayent; ils réclament la parité des salaires avec la S.M.K. puisque celle-ci est maintenant placée sous la direction de la même société.

Le 19 mai, 80 ouvriers des fours à coke cessent le travail et le 21 mai, ce sont les ouvriers du parc à ferraille.

"Le vendredi 22 mai, près de 60 travailleurs du "525", le train de laminoirs se joignent au mouvement, suivis un peu partout par des débrayages partiels. C'est le samedi 23 mai que se produisent les incidents dont nous avons déjà parlé à différentes reprises. M. Buchmann, délégué de l'UD-CGT, et M. Walter Paini, délégué régional CFTC de la métallurgie, se présentent à l'entrée de l'usine afin d'y entrer et de tenir une réunion à l'intérieur.

"Que s'est-il passé au juste?"

"Le point de vue de la direction de la SMS est le suivant: deux délégués du personnel, MM. Chapiro, du train de laminoirs 525 et Jobard des hauts fourneaux ont fait entrer MM. Buchmann et Paini à l'intérieur de l'usine, ce qui est contraire au règlement. Les faits, selon la direction, ont fait l'objet de constats par Me Bilger, huissier de justice. Le point de vue des délégués est différent. M. Buchmann affirme: "Personne ne m'a fait entrer, j'ai suivi un camion au volant de ma voiture. Par ailleurs, je pénètre dans l'usine depuis dix ans et c'est la première fois que la direction manifeste son opposition. M. Chapiro reconnaît pourtant avoir ouvert la porte de l'usine le 23 mai, mais pour faire sortir M. Buchmann, et avec l'autorisation de M. Paulet, chef du service de surveillance.

"Le mardi 26 mai, les choses se passèrent d'une autre façon. MM. Paini et Brich de la CFTC, et MM. Buchmann et J.C. Bouf, de la CGT, demandèrent à la direction de la S.M.S. l'autorisation d'entrer dans l'usine, autorisation qui leur fut refusée.

"Pendant que les quatre délégués syndicaux parlementaient avec l'huissier placé devant la porte et les gardiens, des centaines d'ouvriers venus de l'intérieur de l'usine, ouvrirent les portes de l'intérieur et firent entrer les délégués. C'est la version de MM. Chapiro et Jobard. "

La suite, c'est très classique. Là, pas d'occupation; une marche sur Metz (16 kms). " Les responsables syndicaux avaient tenu fermement leurs troupes en mains, d'ailleurs et leur propre service d'ordre collabora volontiers avec les C.R.S., gendarmes et sergents de ville. Tout se passa ainsi le mieux du monde... Des hauts parleurs diffusaient des consignes.. On chanta la Marseillaise..." (Le Républicain Lorrain- 4/6/64). Manifestation à Thionville, etc...

La grève a pris fin sur ordre des syndicats, le II juin; accord syndicat-patron: réintégration d'un délégué, reclassement de l'autre. C'est tout: "Les revendications actuelles en suspens seront examinées, a promis la direction".. (Huma 12/6/64)- 15 jours de grève. Pour rien? Non, succès tactique de la CGT. On peut conclure comme pour Dunkerque: "Dans la région, les maires, les commerçants, les associations familiales, des curés, se sont rangés aux côtés des métallos". (Huma 10/6/64). C'est ça l'essentiel.

RUSSIE

Témoignages et critiques - supplément à ICO de mai 1964 -

Nous avons réuni dans cette brochure:

- un témoignage d'un camarade ayant séjourné en Russie un mois en 1963
- une critique du livre "Sovkoz, kolkhoz ou le problème du communisme".
- une étude sur les constructions d'usines en U.R.S.S.
- une critique du livre " Le chef d'entreprise en U.R.S.S."

Cette brochure ne sera adressée qu'aux abonnés d'ICO- tous les camarades qui voudront le recevoir devront verser 1 fr par numéro au ccp. Paris 20147-54

- 1 -

RENAULT: Depuis le début de l'année 64 l'industrie de l'automobile a des difficultés toujours grandissantes. La grande presse en parle, en termes toujours très savants. Seule la clarté manque. Le Figaro du 22/5/64 écrit "Automobile Française pas de crise en vue, mais fléchissement probable des ventes et des exportations les mois prochains". Voilà quelque chose qui ressemble à un tunnel.

Nous nous disons que si l'industrie automobile a des difficultés, cela n'est dû qu'à l'incohérence de la gestion capitaliste et à sa politique des plus douteuses. C'est le moins que l'on puisse dire.

Un regard sur l'année 63: la Régie Renault vient de publier son bilan provisoire pour 1963, bilan positif avec un chiffre d'affaires de 4.400 millions de Frs, une production de 668.000 véhicules (588.000 voitures particulières et 80.000 véhicules industriels) progression de 18% de la production par rapport à 1962.

Après la lecture d'un tel résultat, on peut dire que la régie Renault se porte bien, la construction d'usines au Portugal, au Havre, St Nazaire, son développement commercial en est une preuve.

Seule une chose ne se développe pas, mais au contraire se rétrécit pour devenir de plus en plus pénible ce sont les conditions sociales des travailleurs.

Signalons que pour d'autres, cela n'a pas l'air d'aller trop mal non plus par exemple pour Simca: le chiffre d'affaires du mois d'avril 1964 s'est élevé à 228.933.000 Frs contre 202.895.000 Frs en avril 1963.

Quelle est la situation des travailleurs sur le plan personnel:

On peut dire que depuis le retour des vacances 1963, la situation n'a fait que se détériorer et que la catégorie la plus touchée est les O.S.

A Billancourt, pour la réorganisation des usines et la mise en place du nouveau programme rien n'a été épargné aux travailleurs, des ouvriers ont été mutés dans d'autres départements avec presque toujours perte de salaire importante, d'autres sont employés à des travaux de peinture, ou au balayage, personnel excédentaire.

Depuis la mi-mars des déplacements ont lieu, ou mutations, sans tenir compte des difficultés qui en résultent.

Mutations à l'usine de Choisy, Rueil, ou à la SAVIEM (filiale Renault) qui annonce une progression de 60% des commandes au premier trimestre.

Pour les autres, c'est l'usine de Flins, c'est aussi le déplacement pour les ouvriers de l'usine du Mans à Flins, enfin des contrats provisoires ne sont pas renouvelés, ce qui veut dire licenciements.

L'Usine de FLINS: La R.N.U.R. s'est rendue acquéreur de 200 ha de terre voilà une quinzaine d'années, qui lorsqu'elle le voudra pourra agrandir ses installations, les usines de Billancourt devant disparaître dans leur presque totalité. Actuellement, 100 ha sont couverts par les bâtiments, 100 autres par le parc de stockage.

Lorsqu'on arrive à Flins, tout cet ensemble paraît bien attrayant devant l'entrée de l'usine un grand parking planté de jeunes arbres, une grille devant la façade de l'usine, des pelouses avec des massifs de fleurs, le tout parfaitement entretenu. Mais quand on a traversé et qu'on est derrière les murs, cela est autre chose. L'usine emploie de 7 à 8.000 personnes, le travail d'une manière générale débute à 7h35 et se termine à 18h05; pendant tout ce temps, nous sommes coupés du monde extérieur.

Les bâtiments sont divisés en deux par un grand hall, qui dessert d'un côté les ateliers, de l'autre les vestiaires et cantines-restaurants (mauvais et très cher -7 millions de déficit- exemple: le quart de vin de 11°5 est vendu 50 anciens francs, soit 200 anciens frs le litre, chez l'épicier 160 frs- gestion